



[www.saintetienne2014.com](http://www.saintetienne2014.com)  
[contact@saintetienne2014.com](mailto:contact@saintetienne2014.com)

**Soirée débat du 25 juin 2009 au Glasgow**

## **Comment sortir de la crise à Saint-Étienne, quelles solidarités nouvelles ?**

En présence de :

Luc Brunel – Président du Medef Loire

Philippe Rascle – Vice-président de la CCI

Eric Le Jaouen – Président régional du CJD

Gilbert Delahaye - Vice-président de la CCI / Directeur du développement durable du groupe Casino

Eric Blachon – Secrétaire départemental FO

Serge Gomet – Secrétaire départemental CFE CGC

Georges Basson – Secrétaire départemental CFTC

Hubert Mouranvillier – Mission locale de l'emploi

Daniel Villaréale - Vice-président de la CCI / Président départemental de la CGPME

---

### **Diagnostic**

Si la Loire n'échappe pas à la crise, il semble qu'elle se défende mieux aujourd'hui que ses voisins rhône-alpins :

- Demandeurs d'emploi : +34% (+35% en RH)
- Commerce international : - 49% (-75% en RH)
- Création d'entreprises : +40% (+36% en RH)

### **Les chiffres**

Pour autant, dans un contexte général inquiétant, des préoccupations se font jour :

- Les investissements sont en panne dans tous les domaines, notamment industriels,
- Les créations d'entreprises sont à relativiser dans la mesure où elles sont souvent unipersonnelles (une création pour un emploi),
- La crise génère aujourd'hui de grandes détresses humaines, quelle que soit la situation dans la hiérarchie des sociétés.
- Les prévisions de reprise des grands groupes sont mauvaises et vont donc impacter la sous-traitance dans les mois à venir et donc le bassin stéphanois.

## **L'image du territoire**

Tous les acteurs sont unanimes pour souligner l'importance de l'image du territoire et la nécessité de préserver celle-ci en période de crise en considérant qu'elle sera fondamentale à l'issue de cette période.

## **Relations privé/public**

Les relations entre l'économie et les collectivités locales et territoriales apparaissent confuses sinon difficiles :

- Les territoires sont difficilement lisibles,
- Les compétences de chacun sont mal définies et se superposent souvent,
- Les politiques menées sont complexes à décrypter,
- Les schémas directeurs, en particulier en matière de terrains industriels, ne correspondent pas à la réalité de la demande des entreprises,
- Le « temps public » est trop long et ne correspond pas à la réalité des entreprises et de la société en général.

## **La fiscalité**

Autre point largement commenté par les participants à ce débat : la fiscalité dans la Loire, supérieure à la moyenne régionale, est un facteur de ralentissement du développement économique et de l'investissement industriel.

Tout le monde convient de la nécessité du prélèvement fiscal mais réclame une réforme en profondeur de la TP dont le monde de calcul est inadapté et pénalise les investissements.

Ghislaine Celdran explique qu'il est anormal aujourd'hui que la nature même de la TP fait qu'un salarié du secteur industriel contribue plus qu'un salarié du tertiaire en matière de développement territorial.

*De manière générale, les acteurs du débat demandent plus de cohérence en matière de gouvernance, une meilleure lisibilité de l'action publique et une harmonisation des actions entre celles menées par l'Etat et celles engagées par les collectivités.*

## **Les actions**

Le pragmatisme, caractéristique du bassin stéphanois, est à l'ordre du jour, qu'il s'agisse des entreprises ou des syndicats. L'heure est à l'action, soulignent les partenaires économiques et non au dogme et aux affrontements stériles.

Dans les actions menées aujourd'hui, les acteurs de la formation professionnelle se félicitent des financements croisés menés avec l'Etat. En revanche ils déplorent le manque de motivation des salariés pour rentrer dans ces dispositifs.

Le CJD a adapté un outil managérial initialement prévu pour le développement en le transformant en outil défensif.

Le Medef développe de son côté ses réseaux, ses mesures d'accompagnement et ses soutiens afin de ne pas laisser les chefs d'entreprise seuls au milieu de leurs problèmes.

Un point de vue partagé par Philippe Rasclé qui souligne que le secteur industriel est principalement victime de la crise mondiale et que tous les secteurs sont touchés. Les entreprises les plus performantes ou innovantes n'échappent pas à la règle, non parce qu'elles ne sont pas bonnes ou inadaptées, mais parce qu'il n'y a plus de marché.

Gilbert Delahaye explique de son côté que la crise ne doit pas ralentir les projets ou programmes en cours. C'est le cas, notamment, de l'éco-conception, axe de développement phare dans la Loire, qui est en train de conquérir ses lettres de noblesse au niveau national.

Dernier point unanimement partagé par les participants au débat, la relance, en particulier celle initiée par les collectivités ne doit pas concerner seulement le BTP ou les fabricants de bitume, mais toutes les entreprises industrielles. Le plan de relance ne doit pas être un simple pansement.

*Il ressort globalement de ce débat que la crise doit être prise au sérieux et que personne ne sait aujourd'hui quand elle va se terminer.*

*Par ailleurs, il apparaît nécessaire de resserrer les liens entre tous les acteurs économiques, sociaux ou politiques.*

*Pour autant, la crise ne doit pas, dans la mesure du possible, pénaliser les actions déjà engagées ou en cours.*

*Tous les participants à ce débat sont également unanimes pour reconnaître que notre société est en mutation antérieurement à l'arrivée de la crise et que la période que nous vivons aujourd'hui doit être mise à profit pour positiver cette évolution par les nouveaux liens créés.*

*Les valeurs de développement durable vont prendre une place croissante.*

*Les élus politiques doivent être conscients de l'image qu'ils donnent de leur territoire, c'est la condition d'attractivité d'investissements nouveaux et donc de création d'emplois.*

~~~~~